



Union SNUI – Sud Trésor

Communiqué de presse

Jeudi 29 janvier 2009

29 janvier 2009 : mobilisation massive des agents des Impôts et du Trésor

La journée de grève interprofessionnelle du jeudi 29 janvier a connu, au sein de « Bercy » et de la Direction générale des finances publiques (une Direction qui regroupe les anciennes Directions générales des Impôts et de la Comptabilité Publique), une mobilisation massive des agents des Impôts et du Trésor.

Ce 29 janvier, 60 % des agents de la DGFIP sont en grève (dont 65 % agents des Impôts et 50 % des agents du Trésor) **et de nombreux services (centres des impôts, trésoreries) sont fermés sur tout le territoire** : la mobilisation a atteint des niveaux que l'on peut qualifier sans crainte d'historiques et a concerné tous les services et toutes les catégories de personnel (durant ces cinquante dernières années, seule la journée du 13 Mai 2003 a vu une mobilisation comparable).

C'est en tant que salariés, fonctionnaires et agents des Impôts ou du Trésor que les agents de la DGFIP se sont très fortement mobilisés dans un contexte de crise dont ils ne sont nullement responsables (pas plus que les ménages qui la paient pourtant) et qu'ils ne veulent pas voir instrumentalisée par le pouvoir afin que se poursuive la dégradation du service public, des conditions de travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat, sujets sur lesquels sont portées des revendications que les salariés veulent voir aboutir rapidement, pour eux même et pour les générations futures.

Nul, parmi les responsables politiques, administratifs et patronaux, ne peut ignorer la portée de cette journée. L'archaïsme n'est pas du côté de ceux qui défendent une action publique efficace réellement au service de tous, un haut niveau de droits sociaux et d'emploi, une amélioration des conditions de travail et une plus grande solidarité. Il est du côté de ceux qui combattent ces orientations justes et légitimes.

En ce sens, c'est peu de dire que les salariés se sont « retroussés les manches », que cette grève est légitime et nécessaire et que le seul abus que l'on peut constater est du côté de ceux qui veulent tout à la fois : diviser pour mieux régner en dressant « privé » contre « public », accélérer la marche forcée de leurs « réformes » sur le dos de la crise, affaiblir le rôle des syndicats et continuer d'entretenir l'idée selon laquelle « il n'y a pas d'alternative », tout en demeurant au mieux sourds, au pire méprisants, à l'égard des salariés.